



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES

Extrait des délibérations
du Bureau du conseil d'administration

Séance du 16 décembre 2025

Président de séance : Monsieur Gérard MANFREDI,

Membres présents: Monsieur Gérard MANFREDI, Monsieur Michel ROSSI, Monsieur Jean THAON.

Absents excusés : Monsieur Anthony BORRE, Monsieur Charles Ange GINESY.

RAPPORT N° 25-B54 - Ouverture ligne de trésorerie

Vu la loi du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la circulaire du 22 février 1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics ;

Considérant que l'exécution du dispositif mis en place par la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 engendre un décalage entre le paiement effectif des dépenses mensuelles effectuées par le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes, notamment celles relatives aux charges de personnel et l'encaissement réel des contributions en provenance des collectivités qui peut entraîner des insuffisances ponctuelles de trésorerie et justifier l'éventualité d'un recours à des avances de trésorerie ;

Afin de faciliter la gestion de la trésorerie de l'établissement, il vous est proposé l'ouverture de deux lignes de crédit à hauteur de 18 M€ maximum, les autorisations précédentes arrivant à échéance.

A cet effet, une consultation a été lancée auprès de 5 organismes bancaires (Caisse Epargne, Société Générale, Crédit Mutuel, Banque Postale, et Crédit Agricole) durant le mois de novembre 2025, à

laquelle 5 établissements bancaires ont répondu : la Caisse d'Epargne, le Crédit Agricole, la Banque Postale, le Crédit Mutuel et la Société Générale.

Les deux offres suivantes correspondent le mieux aux contraintes de l'établissement :

Etablissements :	<u>LA BANQUE POSTALE</u>	<u>CREDIT AGRICOLE</u>
Intitulé :	Ligne de trésorerie	Ligne de trésorerie
Montant :	Maximum 10 000 000.00€	Maximum 10 000 000.00€
Mise à disposition des fonds :	J avant 12h	J - 2
Index de référence et conditions :	€STR	Moy. Euribor 3 mois
Montant minimum d'un tirage :	10 000.00 €	0.00 €
Marge sur index :	€STR + 0,87%	Moy. Euribor 3 mois + 0,70%
Forfait de Dossier ou Commission d'Engagement :	0.05%	0.08%
Commission de non utilisation (CNU) :	0.05%	0.00 %
Modalités de décompte des intérêts :	Taux €STR (floor à 0,00%) + 0,87% (base de calcul : nombre de J exacts/360)	Taux Moy. E3M (floor à 0,00%) + 0,70% (base de calcul : nombre de J exacts/360)
Paiement des intérêts :	Au trimestre	Au trimestre
Durée :	1 an	1 an
Mode de remboursement :	Remboursement à tout moment sans pénalité et au plus tard à l'échéance finale	Remboursement à tout moment et sans pénalité

Les crédits correspondants à la prise en charge des frais financiers relatifs à l'utilisation éventuelle de ces lignes de trésorerie sont prévus au budget 2026 (articles 6615 et 627).

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé :

- De donner une suite favorable à l'ouverture des lignes de trésorerie suivantes :

Établissement :	LA BANQUE POSTALE	CREDIT AGRICOLE
Intitulé :	Ligne de trésorerie	Ligne de trésorerie
Montant :	10 000 000.00€	8 000 000.00€

- D'autoriser M. le président du conseil d'administration à signer, au nom de l'établissement, tout document se rapportant à cette opération, et à procéder, sans autre délibération, aux demandes de versement de fonds dans la limite des montants maximaux prévus ainsi qu'aux remboursements des capitaux dus.

Après en avoir délibéré, le Bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, décide :

- de donner une suite favorable à l'ouverture des lignes de trésorerie suivantes :

Établissement :	LA BANQUE POSTALE	CREDIT AGRICOLE
Intitulé :	Ligne de trésorerie	Ligne de trésorerie
Montant :	10 000 000.00€	8 000 000.00€

- d'autoriser M. le président du conseil d'administration à signer, au nom de l'établissement, tout document se rapportant à cette opération, et à procéder, sans autre délibération, aux demandes de versement de fonds dans la limite des montants maximaux prévus ainsi qu'aux remboursements des capitaux dus.

Étant précisé que M. THAON n'a pas pris part au vote.

*Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes*



Charles Ange GINESY